



Délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge
Séance du 26/06/2025

Date de convocation : 12/06/2025

Effectif légal du conseil de communauté : 69

Nombre de délégués en exercice : 69

Le 26 juin 2025 à 17 heures 00 minutes, s'est réuni à Lieurey, le conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge légalement convoqué, sous la présidence d'Hervé MORIN.

Etaient présents : E. VIQUESNEL – P. BUCAILLE – Jean-Louis SIX, suppléant de J.L. HIE – B. LETELLIER, suppléant de F. JOURDAN – G. LARCHER – P. CAUCHE – S. HUNOST – N. THURET – R. LAFFAY – V. LEBOCEY – MP. LEBLANC – C. VILLEY – M. CARON – R. LEGAY – H. MORIN – F. VIOLA MAJOREL, suppléante de J.N. JOUBERT – P. LEGROS – P. MARMION – Renée SIMON, suppléante de T. PARREY – J. DUVAL – C. JOUAS – A. VALENTIN – G. SEBIRE – J.P. ELOU – C. VERKINDER – M. PARIS TOUQUET – P. TOUZE – F. DELABRIERE – M. DESCHAMPS – P. LEROUX – G. LAINEY – S. BREMS – J.C. TESTU – B. LAUNAY – D. DELABRIERE – J. ENOS – M. LAUNAY – L. VERMEULEN – J. DUCLOS – J. GARANCHER – J.C. BEAUCHE – J.C. QUESNOT – E. LEROUX – J. HAMELET – J. DORLEANS – C. THILLAYE – AM. ROELEN – J. LESAULNIER – C. LEFEBVRE – R. PEUFFIER – J.P. CAPON – P. SANSON, suppléant de C. FAMERY – G. PARIS – M. BREQUIGNY – MF. LARROUELLE – J. VAREA-NAVARRO – V. CAREL – N. CANIVET, suppléante de MA. RABEL.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

S. DUVAL ayant donné pouvoir à J. HAMELET.

J.F. DRUMARE ayant donné pouvoir à J. LESAULNIER

Absents excusés : J.L. HIE – F. JOURDAN – J.C. TOUTAIN – K. TILMANT – J.N. JOUBERT – C. MESNIERES D. TREFOUEL – T. PARREY – J.P. FAUVILLE – M. MORDANT – F. LESIMPLE – F. CHARTIER – C. FAMERY – H. RICHARD LECUYER – MA. RABEL.

Délibération n°2025/085

RESSOURCES HUMAINES

**REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS,
DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)
MAINTIEN DE L'IFSE PENDANT UN CONGE LONGUE MALADIE
ET UN CONGE GRAVE MALADIE**

L'Assemblée,

Sur rapport de Monsieur le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu le décret n°2024-641 du 27 juin 2024,

Vu la délibération n°2017/250 instaurant un régime indemnitaire en date du 11 septembre 2017,

Vu la délibération n°2018/179 mettant à jour le régime indemnitaire en date du 3 décembre 2018,

Vu la délibération n°2019/145 mettant à jour le régime indemnitaire en date du 9 octobre 2019,

Vu l'avis favorable du CST en date du 10 juin 2025,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant que ce régime indemnitaire se compose :

- D'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent,
- Et d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent,

Considérant qu'il convient de rappeler le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

Considérant le décret n°2024-641 du 27 juin 2024

Propose au Conseil Communautaire de proroger les dispositions suivantes et d'ajouter le maintien de l'IFSE pendant un congé de longue maladie et un congé de grave maladie à compter du 26 juin 2025.

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L'ENSEMBLE DES FILIERES

LES BENEFICIAIRES

Le RIFSEEP (IFSE et éventuellement CIA) est attribué :

- **Aux agents titulaires et stagiaires** à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- **Aux agents contractuels** occupant un emploi au sein de la Communauté de Communes,

MODALITES D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie **d'arrêté individuel**, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération **est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.**

Ce régime indemnitaire pourra être cumulé avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire,
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel,
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE),
- L'indemnité de mobilité,
- La Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA),
- La Prime Exceptionnelle de Pouvoir d'Achat (PEPA),

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE : DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, **une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE)** ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les critères suivants :

- **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;**
- **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;**
- **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.**

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

CONDITIONS DE VERSEMENT

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel.

CONDITIONS DE REEXAMEN

Le montant annuel de **l'IFSE** versé aux agents fera l'objet d'un réexamen (sous réserve de l'accord du Président) :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions),
- A minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent,
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS ET DE L'EVOLUTION DES COMPETENCES

L'expérience professionnelle des agents sera appréciée au regard des critères suivants :

- Nombre d'années sur le poste occupé (pourraient également être prises en compte les années sur le poste hors de la collectivité, dans le privé...),
- Nombre d'années dans le domaine d'activité (qui valorise davantage le parcours d'un agent et sa spécialisation),
- Capacité de transmission des savoirs et compétences auprès d'autres agents ou partenaires...,
- Formation suivie (pourrait être pris en compte le nombre de demandes ou de formations suivies sur le domaine d'intervention...),

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Bénéficieront de l'IFSE, les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après :

Cadre d'emplois des attachés (A)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées (à titre indicatif)	Montant de l'IFSE (part fixe)	CIA (part variable)
		Plafonds annuels réglementaires	Montants plafonds
Groupe 1	<i>Direction d'une collectivité, DGA, DRH</i>	36 210 €	6 390 €
Groupe 2	<i>Responsable d'un service</i>	32 130 €	5 670 €
Groupe 3	<i>Responsable adjoint d'un service avec expertise</i>	25 500 €	4 500 €
Groupe 4	<i>Fonctions de coordination ou de pilotage</i>	20 400 €	3 600 €

Cadre d'emplois des rédacteurs, animateurs, éducateurs des APS (B)

Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées (à titre indicatif)	Montant de l'IFSE	CIA (part variable)
		Plafonds annuels réglementaires	Montants plafonds
Groupe 1	Direction d'une structure/responsable de pôle, d'un ou plusieurs services	17 480 €	2 380 €
Groupe 2	Responsable adjoint/expertise/fonction de coordination ou de pilotage/chargé de mission	16 015 €	2 185 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers/assistants de direction, gestionnaire	14 650 €	1 995 €

Cadre d'emplois des techniciens (B)

Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées (à titre indicatif)	Montant de l'IFSE	CIA (part variable)
		Plafonds annuels réglementaires	Montants plafonds
Groupe 1	Direction d'une structure/responsable de pôle, d'un ou plusieurs services	19 660 €	2 680 €
Groupe 2	Responsable adjoint/expertise/fonction de coordination ou de pilotage/chargé de mission	18 580 €	2 535 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers/assistants de direction, gestionnaire	17 500 €	2 385 €

Cadre d'emplois des adjoints administratifs, adjoints d'animation, ATSEM, adjoints techniques, agents sociaux et agents de maîtrise (C)

Groupes de Fonctions	Emplois ou fonctions exercées (à titre indicatif)	Montant de l'IFSE	CIA (part variable)
		Plafonds annuels réglementaires	Montants plafonds
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers/assistants de direction/sujétions/qualifications	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	Exécution/horaires atypiques/agent d'accueil	10 800 €	1 200 €

La Collectivité se réserve le droit de geler ou cesser le versement de l'IFSE à un agent suite à :

- Sanction disciplinaire
- Insuffisance d'investissement ou carence professionnels

MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES

Les règles de maintien ou de suppression du RIFSEEP en cas de maladie sont fixées par délibération de chaque collectivité ou établissement, dans la limite de celles prévues par le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 pour les agents de la fonction publique de l'État.

L'IFSE sera maintenu lors des congés pour maladie ordinaire, accident de service ou de trajet, maladies professionnelles, maternité, congés pathologiques avant et suite à la maternité, paternité, adoption, ASA.

L'IFSE sera maintenu lors des congés longue maladie et grave maladie dans les proportions suivantes :

Maintien de l'IFSE la 1^{ère} année : Pendant la première année de congé de longue maladie ou de congé grave maladie, l'IFSE est maintenue à hauteur de 33 % du montant perçu par l'agent avant le placement en congé.

Maintien de l'IFSE les 2^{ème} et 3^{ème} années : Durant les deuxième et troisième années consécutives de congé de longue maladie ou de congé grave maladie, l'IFSE est maintenue à hauteur de 60 % du montant perçu par l'agent avant le placement en congé.

ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DU CIA : DETERMINATION DES MONTANTS MAXIMA DU CIA PAR GROUPES DE FONCTIONS

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir :

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel.

Ce complément n'est pas obligatoirement reconductible d'une année sur l'autre.

PRISE EN COMPTE DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL DES AGENTS ET DE LA MANIERE DE SERVIR

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA sont appréciés au regard des critères suivants :

- L'investissement
- La capacité à travailler en équipe (contribution au collectif de travail)
- La connaissance de son domaine d'intervention
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste
- L'implication dans les projets du service, la réalisation d'objectifs...
- Et plus généralement le sens du service public

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année N-1.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le CIA pourra être attribué aux agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-dessus, dans la limite des plafonds suivants **le groupe de fonctions dont ils relèvent au titre de l'IFSE.**

MODULATION DU REGIME INDEMNITAIRE DU FAIT DES ABSENCES

Le CIA ne sera pas versé aux agents absents pendant les 12 derniers mois à compter de la date du précédent versement.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET

La présente délibération prendra effet le 26 juin 2025.

Le montant individuel de l'IFSE et du CIA sera décidé par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Après avoir délibéré, le conseil décide :

- D'instaurer l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus
- D'instaurer le complément indemnitaire dans les conditions indiquées ci-dessus
- (le cas échéant) que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence
- Que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

ARTICLE 5 : CREDITS BUDGETAIRES

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Copie conforme au registre des délibérations dûment signé.

Le 1^{er} Vice-Président
E. LEROUX



Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le



ID : 027-200066017-20250626-2025085BIS-DE